

Salaires des enseignants: Blanquer annonce une enveloppe de 700 millions d'euros pour 2022

Paris, 26 mai 2021 (AFP) -

Le ministre de l'Education nationale Jean-Michel Blanquer a annoncé mercredi une enveloppe de 700 millions d'euros pour le budget de 2022 destinée à la revalorisation des revenus des enseignants, dont 400 millions via de nouvelles primes.

"En 2022, une enveloppe de 700 millions d'euros sera dédiée aux revalorisations. Il y a 100 millions d'euros qui permettront la montée en puissance des mesures déjà décidées, 400 millions pour mettre en oeuvre les nouveaux engagements et 200 millions d'euros pour l'action sociale", a expliqué le ministre, en conclusion du Grenelle de l'éducation à Paris.

Ce Grenelle de l'éducation a consisté durant trois mois en divers ateliers afin de "réfléchir aux modernisations de l'éducation nationale".

Selon le ministre, la ventilation de cette enveloppe de 700 millions sera discutée "au long du mois de juin" avec les organisations syndicales, ainsi que les modalités de mise en oeuvre.

"L'ensemble des personnels est concerné par cette enveloppe mais la priorité reste donnée aux débuts de carrière de manière à rendre attractif le métier d'enseignant", ajoute-t-on au ministère.

Les salaires des enseignants français sont inférieurs de 7% en début de carrière à la moyenne des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

"Sur une base pluriannuelle, l'objectif est de rejoindre le peloton de tête des pays de l'OCDE", a martelé le ministre.

"Au global, cela porte à 1,1 milliard d'euros la somme accordée sur deux années à la revalorisation des enseignants", s'est félicité Jean-Michel Blanquer, saluant une avancée "inédite".

Pour permettre une hausse ciblée sur les débuts de carrières, le budget 2021 du ministère avait été augmenté de 400 millions d'euros (500 millions en année pleine).

Ces premières augmentations doivent être versées fin mai.

Tous les syndicats s'étaient battus pour obtenir une loi de programmation pluriannuelle gravant dans le marbre des hausses de salaires.

"Pour nous, une loi de programmation pluriannuelle était un moyen de montrer le soutien qu'on pouvait apporter au personnel de l'Education nationale qui a fait preuve d'un très grand engagement pendant la crise sanitaire, on a montré à quel point on a réussi à tenir la baraque. C'est une vraie occasion manquée", a regretté auprès de l'AFP Jean-Rémi Girard, président du SNALC (secondaire).

"On est très loin de ce qu'attendent les enseignants, ça ne va pas assez loin, ce n'est pas des annonces qui vont révolutionner le métier", a regretté Guislaine David, secrétaire générale du Snuipp-FSU, premier syndicat du primaire.

asm-mep/pgs/sp

Afp le 26 mai 21 à 18 37.

